



Rapport d'activité au 31 mars 2010

1	RAPPORT TRIMESTRIEL D'ACTIVITE (NON AUDITE)	PAGE 2
2	COMPTES CONSOLIDES (NON AUDITES)	PAGE 11

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 4 mai 2010 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 31 mars 2010.

Le rapport trimestriel d'activité qui suit doit être lu en liaison avec les comptes consolidés pour les trois premiers mois de 2010 et le document de référence de la société pour l'exercice 2009 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 11 mars 2010 sous le numéro D.10-0104.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation courant les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres », après impôt, et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et branches d'activité, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

On notera que, sur la plupart de nos marchés, la part du premier trimestre dans notre chiffre d'affaires et notre résultat d'exploitation annuel est assez faible, du fait du caractère saisonnier de nos métiers.

1. Chiffres clés consolidés (non audités)

Chiffres d'affaires

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation
	2010	2009	
<i>Par zone géographique de destination</i>			
Europe occidentale	976	1 107	-12%
Amérique du nord	450	533	-16%
Moyen-Orient et Afrique	939	1 048	-10%
Europe centrale et de l'Est	127	175	-27%
Amérique latine	174	207	-16%
Asie	610	559	9%
<i>Par branche</i>			
Ciment	2 017	2 186	-8%
Granulats et béton	917	1 096	-16%
Plâtre	340	344	-1%
Autres	2	3	
Total	3 276	3 629	-10%

Résultat d'exploitation courant

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation
	2010	2009	
<i>Par zone géographique de destination</i>			
Europe occidentale	46	80	-42%
Amérique du nord	(146)	(151)	
Moyen-Orient et Afrique	231	276	-16%
Europe centrale et de l'Est	(25)	12	
Amérique latine	39	41	-5%
Asie	91	77	18%
<i>Par branche</i>			
Ciment	299	384	-22%
Granulats et béton	(72)	(64)	
Plâtre	10	17	-41%
Autres	(1)	(2)	
Total	236	335	-30%

Autres chiffres clés

(millions d'euros, sauf résultat par action)	1 ^{er} trimestre		% Variation
	2010	2009	
Résultat net, part attribuable aux propriétaires de la société-mère du Groupe	64	(17)	
Hors exceptionnel ⁽¹⁾	(73)	(17)	
Résultat par action (en euros)	0,22	(0,08)	
Hors exceptionnel ⁽¹⁾	(0,26)	(0,08)	
Cash Flow libre ⁽²⁾	(86)	(253)	
Dettes nettes	14 582	17 680	-18%

(1) Hors plus-value sur la cession des actions Cimpor

(2) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

2. Analyse des résultats (non audités)

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, au résultat d'exploitation courant, ainsi qu'aux volumes vendus comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

Faits marquants du Groupe pour le premier trimestre 2010

- Les résultats du premier trimestre reflètent les effets de la saisonnalité. Ils se traduisent habituellement par un résultat net faible qui ne préfigure pas des résultats des trimestres à venir ou de l'année.
- Effet négatif sur les volumes et les marges des très mauvaises conditions météorologiques et du ralentissement de l'activité économique dans les pays développés et en Europe de l'Est.
- Stabilisation des résultats dans l'Activité Granulats & Bétons.
- Cession de la participation dans Cimpor. En échange, le Groupe recevra au troisième trimestre 2010 des actifs cimentiers au Brésil, le marché le plus dynamique d'Amérique latine.
- Baisse des coûts en ligne avec nos objectifs, avec plus de 50 M€ d'économies structurelles réalisées sur le trimestre.
- Progression du cash-flow libre grâce à une mobilisation forte sur l'optimisation du besoin en fonds de roulement et à la limitation des investissements.

Synthèse du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant consolidés

Au premier trimestre 2010, le chiffre d'affaires consolidé, à 3 276 millions d'euros, s'est inscrit en baisse de 10 % par rapport au premier trimestre 2009. Les conditions météorologiques particulièrement défavorables dans les pays matures comme dans certains pays émergents, ainsi que la poursuite du ralentissement économique en Europe et en Amérique du Nord ont pesé sur les volumes. Les prix du ciment sont restés fermes dans la plupart des pays par rapport au dernier trimestre de 2009. La baisse des volumes s'est traduite par une baisse du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants de 8% sur le trimestre. Les variations de périmètre ont eu un impact négatif de 3 % sur notre chiffre d'affaires, reflétant la cession de nos activités au Chili et en Turquie (en août et décembre 2009 respectivement), ainsi que de certains actifs granulats et béton en Amérique du Nord (essentiellement en juin 2009). Les variations de change ont eu un impact légèrement favorable (1 %), lié principalement à l'effet de l'appréciation face à l'euro du dollar canadien, du rand sud-africain et du real brésilien, en partie compensé par l'impact de la dépréciation du dollar US et des devises moyen-orientales et nord-africaines (naira nigérian, livre égyptienne, dinars irakien, algérien et jordanien).

Sur la même période, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en baisse de 30 %, traduisant principalement l'impact de la baisse des volumes sur le trimestre, dont les effets ont été réduits par les réductions de coûts.

Notre division Ciment a bénéficié d'une solide croissance des marchés dans les pays émergents en dehors de l'Europe centrale et de l'Est, même si nos volumes ont été pénalisés sur quelques pays par l'arrivée de nouvelles capacités ou des conditions météorologiques peu clémentes. En Europe et en Amérique du Nord, la baisse des marchés et des conditions météorologiques défavorables ont pesé sur les résultats. Notre division Granulats & Béton, qui réalise la majeure partie de son activité sur les marchés matures, a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires, mais a stabilisé son résultat opérationnel grâce à une maîtrise des coûts rigoureuse. L'amélioration de la performance de notre division Plâtre en Asie a atténué l'impact d'un nouveau déclin observé sur les marchés matures.

Soulignons qu'historiquement, le premier trimestre représente une part plus faible de notre chiffre d'affaires, et apporte une contribution plus faible encore à nos résultats en raison du caractère saisonnier de notre activité dans l'hémisphère nord. De plus, on peut observer des variations significatives d'une année sur l'autre en fonction des conditions climatiques, lesquelles ont été particulièrement défavorables au premier trimestre 2010.

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant par secteur d'activité

Le chiffre d'affaires de chaque activité est analysé ci-dessous avant élimination des ventes inter branches.

Ciment

(millions euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
	2010	2009		
Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	2 137	2 335	-8%	-6%
Résultat d'exploitation courant	299	384	-22%	-21%

La division Ciment a enregistré une baisse des volumes au premier trimestre en raison de conditions climatiques défavorables conjuguées au ralentissement de l'activité économique en Europe et en Amérique du nord et à l'arrivée de nouvelles capacités sur certains marchés en croissance. De ce fait, les volumes se sont inscrits en baisse de 7 % sur le trimestre. Le chiffre d'affaires au premier trimestre 2010 a été également impacté par l'absence de nos activités au Chili et en Turquie, cédées en 2009 (-2%).

EUROPE OCCIDENTALE

Chiffre d'affaires : 408 millions € à fin mars 2010 (475 millions € en 2009)

Résultat d'exploitation courant : 36 millions € à fin mars 2010 (64 millions € en 2009)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique et le résultat d'exploitation courant se sont inscrits en baisse de respectivement 15 % et 42 %. A l'exception notable du Royaume-Uni, où les volumes domestiques ont progressé sur le trimestre, les baisses de volumes à deux chiffres enregistrées dans les autres pays se sont traduites par une contraction du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant sur la période, reflétant les conditions climatiques particulièrement défavorables et le ralentissement de l'activité économique. Les prix étaient légèrement en retrait par rapport aux niveaux du premier trimestre 2009, mais stables par rapport au quatrième trimestre 2009. Une maîtrise des coûts rigoureuse a permis d'atténuer la détérioration des résultats.

AMERIQUE DU NORD

Chiffre d'affaires : 185 millions € à fin mars 2010 (211 millions € en 2009)

Résultat d'exploitation courant : -57 millions € à fin mars 2010 (-61 millions € en 2009)

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en baisse de 12 %, impacté par des conditions climatiques particulièrement défavorables et par une activité économique ralentie aux Etats-Unis. Globalement, les prix ont bien résisté, la hausse enregistrée au Canada atténuant les effets d'une légère diminution observée aux Etats-Unis. La réduction de 4 millions d'euros de la perte d'exploitation courante sur le trimestre, malgré une baisse des volumes de 12 %, traduit les mesures rigoureuses de réduction des coûts.

MARCHES EMERGENTS

Chiffre d'affaires : 1 544 millions € à fin mars 2010 (1 649 millions € en 2009)

Résultat d'exploitation courant : 320 millions € à fin mars 2010 (381 millions € en 2009)

Dans la région Moyen-Orient et Afrique, le marché est resté dynamique dans de nombreux pays, notamment en Egypte et en Irak, où nous avons enregistré une hausse des volumes. Néanmoins, notre chiffre d'affaires domestique à périmètre et taux de change constants s'est inscrit en baisse de 6 %, affecté par l'arrivée de nouvelles capacités en Jordanie et au Kenya ainsi que par de fortes précipitations au Maroc et en Zambie. De plus, un niveau de production moins élevé en Algérie ne nous a pas permis de bénéficier pleinement de la croissance du marché. Globalement, les prix sont restés fermes, avec des prix en Iraq qui se sont stabilisés au niveau atteint au cours des derniers mois de 2009. Le résultat d'exploitation courant a subi l'impact négatif des fluctuations des devises (-3 %). À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en baisse de 14 %, reflétant la baisse des volumes et l'effet de base négatif des prix en Irak.

En Europe centrale et de l'Est, notre chiffre d'affaires domestique a diminué de 35 % à périmètre et taux de change constants. Ces marchés ont été fortement pénalisés au premier trimestre par les conditions météorologiques défavorables et par le ralentissement de l'activité économique, ce qui s'est traduit par une perte d'exploitation courante de 17 millions d'euros.

En Amérique latine, la bonne orientation du marché au Brésil s'est traduite par une amélioration du chiffre d'affaires domestique de 2 % à périmètre et taux de change constants, avec des hausses de prix passées à la fin du trimestre. Le résultat d'exploitation courant s'est trouvé réduit par la cession des activités au Chili, diminution en partie compensée par l'appréciation du real brésilien. À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant s'inscrit en hausse de 3 %.

En Asie, le chiffre d'affaires domestique a augmenté de 6 % tandis que le résultat d'exploitation courant a progressé de 18 % à périmètre et taux de change constants. La croissance vigoureuse des volumes dans la plupart des pays, à l'exception notable de la Corée du Sud impactée par des conditions météorologiques défavorables, a contribué à cette très bonne performance. En Chine, le dynamisme du marché a été réduit par la sécheresse et une concurrence accrue qui ont pesé sur les volumes ; les prix ont augmenté par rapport au dernier trimestre 2009, bien qu'en baisse par rapport aux prix moyens du premier trimestre 2009. L'Inde a bénéficié de la croissance vigoureuse du marché dans la région du Nord Est ; les hausses de prix reflètent la hausse des coûts de production et de certaines taxes locales (« *excise duty* »). L'amélioration de notre résultat d'exploitation courant pour la région traduit l'impact de la nouvelle ligne de production de Sonadih et à notre station de broyage de Mejja, qui nous ont permis d'accompagner la croissance de ce marché, ainsi que les tendances de marchés favorables observées aux Philippines.

Granulats et béton

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
	2010	2009		
Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	918	1 097	-16%	-13%
Résultat d'exploitation courant	(72)	(64)	-13%	-23%

GRANULATS ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffres d'affaires : 389 millions € à fin mars 2010 (444 millions € en 2009)

Résultat d'exploitation courant : -52 millions € à fin mars 2010 (-66 millions € en 2009)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en baisse de 9 %, traduisant des baisses de volumes moins marquées qu'au cours des trimestres précédents malgré des conditions météorologiques défavorables. La stabilisation de la perte d'exploitation courante reflète une maîtrise des coûts particulièrement rigoureuse, et l'optimisation de nos capacités de production.

En Europe occidentale, la maîtrise rigoureuse de nos coûts a en partie compensé l'impact de la baisse des volumes observée dans la plupart des pays. Le Royaume-Uni fait toutefois exception : avec une amélioration de 9 % des volumes par rapport au premier trimestre 2009, ce marché a bénéficié d'une évolution particulièrement favorable soutenue par l'augmentation du nombre de projets.

En Amérique du Nord, l'amélioration des résultats résulte d'une stricte maîtrise des coûts conjuguée à la bonne orientation des volumes et des prix au Canada, malgré le déclin des volumes observé aux Etats-Unis en raison de conditions météorologiques défavorables.

Dans le reste du monde, les résultats s'inscrivent en légère baisse, reflétant principalement le ralentissement du marché en Europe centrale et de l'Est, et la fin de projets majeurs en Afrique du Sud.

BETON ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : 600 millions € à fin mars 2010 (725 millions € en 2009)

Résultat d'exploitation courant : -20 millions € à fin mars 2010 (2 millions € en 2009)

Le déclin du chiffre d'affaires sur le trimestre est lié principalement à la contraction des volumes observée dans la plupart des pays, bien que le rythme de baisse ait ralenti par rapport aux trimestres précédents. Notre chiffre d'affaires a également subi l'impact négatif de la cession de nos activités au Chili en août 2009. Les prix sont en légère baisse par rapport aux niveaux du premier trimestre 2009. La proportion accrue de produits à valeur ajoutée et une maîtrise des coûts rigoureuse ont permis de limiter l'impact de la réduction des volumes.

En Europe occidentale, les évolutions de volumes ont été contrastées ; les volumes de béton prêt à l'emploi se sont inscrits en hausse de 2 % au Royaume-Uni, soutenus par de grands projets, tandis qu'ils se sont inscrits en recul en Espagne et en France impactés par des conditions météorologiques défavorables et le ralentissement de l'activité économique. Globalement, le déclin du résultat d'exploitation est lié principalement à la baisse des volumes, en partie compensée par une maîtrise des coûts rigoureuse.

En Amérique du Nord, les résultats ont subi les effets de la baisse des volumes atténués par une maîtrise des coûts rigoureuse.

Dans le reste du monde, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en recul par rapport à l'année passée, avec des tendances contrastées d'un pays à l'autre.

Plâtre

(millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
	2010	2009		
Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	344	349	-1%	-3%
Résultat d'exploitation courant	10	17	-41%	-43%

À périmètre et taux de change constants, la légère amélioration des volumes et la maîtrise stricte des coûts ont contribué à réduire l'impact négatif de la baisse des prix de vente. Le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en progression de 14 millions euros par rapport au quatrième trimestre 2009, avec des volumes comparables.

Autres rubriques du compte de résultat

Autres éléments du résultat d'exploitation : -41 millions € (-31 millions € au premier trimestre 2009)

Les plus-values de cession représentent un gain net de 20 millions d'euros contre 6 millions d'euros en 2009.

Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 61 millions d'euros, contre 37 millions d'euros en 2009, et sont liées principalement à des coûts de restructurations et de fermeture de sites.

Charges financières : 83 millions € (251 millions € au premier trimestre 2009)

Les charges financières sur l'endettement net ont diminué, à 178 millions d'euros au premier trimestre 2010, contre 226 millions d'euros en 2009, reflétant la diminution de l'endettement net par rapport au premier trimestre de 2009.

Le taux d'intérêt moyen de la dette s'est établi à 5,2 % au premier trimestre 2010 contre 5,4 % au premier trimestre 2009.

Les variations de change ont entraîné une perte de 21 millions d'euros, contre 1 million d'euros en 2009. Ces variations portent principalement sur des dettes et prêts libellés dans des devises pour lesquelles il n'existe pas de possibilité de couverture.

Les autres charges et produits financiers comprennent une plus-value de 137 millions d'euros réalisée sur la cession des titres Cimpor. Hors cet élément exceptionnel, les autres charges financières s'inscrivent en légère baisse à 21 millions euros, contre 24 millions euros au premier trimestre 2009.

Impôt : 1 million € (11 millions € au premier trimestre 2009)

Le taux d'imposition effectif est de seulement 0,9 % pour le premier trimestre 2010, fortement impacté par la plus-value non imposable sur la cession de Cimpor.

Participations ne donnant pas le contrôle : 50 millions € (60 millions € au premier trimestre 2009)

Certaines filiales ayant des intérêts minoritaires ont généré des résultats en diminution au premier trimestre 2010 par rapport à 2009, reflétant principalement des baisses de volumes.

Résultat net part du Groupe ¹ : 64 millions € (-17 millions € au premier trimestre 2009)

Le premier trimestre 2010 est marqué par la plus-value de 137 millions d'euros réalisée sur la cession des actions Cimpor. Hors cet élément exceptionnel, la perte nette part du Groupe est passée de 17 millions d'euros à 73 millions d'euros, ce qui traduit les effets saisonniers habituels de nos activités au premier trimestre, amplifiés cette année par les conditions météorologiques particulièrement défavorables et par la baisse de l'activité en Europe et en Amérique du Nord.

Résultat net par action : 0,22 € (-0,08 € au premier trimestre 2009)

Ajusté de la plus-value réalisée sur la cession de Cimpor, le résultat par action de base ressort à -0,26 euro contre -0,08 euro, traduisant la diminution du résultat net et le plein effet sur le nombre moyen d'actions de l'augmentation de capital réalisée en avril 2009.

¹ Résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation au premier trimestre ont atteint 41 millions d'euros (178 millions d'euros au 31 mars 2009).

Cette amélioration est liée à la baisse des paiements d'intérêts financiers et des impôts, ces paiements n'ayant pas été effectués aux mêmes dates que l'an passé.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement ressortent à 382 millions d'euros (contre 411 millions d'euros au premier trimestre 2009).

L'attention particulière portée à la gestion des investissements de maintien nous a permis de les réduire encore de 40 % sur le trimestre, à 45 millions d'euros, malgré le niveau déjà faible de 2009 (75 millions d'euros au premier trimestre 2009).

Les investissements de développement interne ont atteint 317 millions d'euros (321 millions d'euros au premier trimestre 2009). Ces investissements sont liés principalement à des grands projets dans la branche Ciment tels que l'extension de nos capacités dans l'est de l'Inde, en Chine, en Pologne, en Ouganda et au Nigéria, la reconstruction de la cimenterie d'Aceh en Indonésie et la mise en place de capacités supplémentaires en Syrie et en Arabie Saoudite.

Les cessions de 36 millions d'euros (16 millions d'euros au premier trimestre 2009) sont liées principalement à des cessions d'actifs.

Etat de la situation financière consolidé

Au 31 mars 2010, les fonds propres du Groupe s'élevaient à 17 921 millions d'euros (16 800 millions d'euros au 31 décembre 2009) **et l'endettement net à 14 582 millions d'euros** (13 795 millions d'euros au 31 décembre 2009).

L'augmentation des fonds propres est principalement due à la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères, compte tenu de l'appréciation des devises dans plusieurs des pays où nous sommes présents par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2009 et le 31 mars 2010 (impact positif de 1,2 milliard d'euros sur nos fonds propres).

L'augmentation de 0,8 milliard d'euros de l'endettement net consolidé résulte principalement des effets saisonniers habituels sur notre trésorerie et de l'impact de conversion négatif (0,3 milliard d'euros) lié essentiellement à l'appréciation du dollar US par rapport à l'euro au cours de la période.

Perspectives pour 2010

Le Groupe maintient sa précédente estimation d'une augmentation globale de 0% à 5% des volumes de ciment sur ses marchés en 2010 par rapport à 2009. Nous anticipons le début du redressement de la demande dans les pays développés au second semestre de cette année, les marchés émergents poursuivant globalement leur croissance. Les prix devraient rester bien orientés malgré des baisses dans certains marchés. Dans l'ensemble, les coûts de l'énergie devraient rester stables sur l'année.

Ce document peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, dont la plupart sont hors de notre contrôle, et notamment ceux décrits dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet (www.lafarge.com). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.

Des informations plus complètes concernant Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), sous la rubrique « Information réglementée ».

Ce document ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat de titres Lafarge.

3. Comptes consolidés (non audités)

Compte de résultat consolidé

	3 mois		31 décembre
	2010	2009	2009
<i>(millions d'euros, sauf indications contraires)</i>			
Produits des activités ordinaires	3 276	3 629	15 884
Coût des biens vendus	(2 636)	(2 878)	(11 707)
Frais administratifs et commerciaux	(404)	(416)	(1 700)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	236	335	2 477
Plus- (moins-) values de cession	20	6	103
Autres produits (charges) d'exploitation	(61)	(37)	(330)
Résultat d'exploitation	195	304	2 250
Charges financières	(257)	(326)	(1 136)
Produits financiers	174	75	210
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	3	1	(18)
Résultat avant impôts	115	54	1 306
Impôts	(1)	(11)	(260)
Résultat net de l'ensemble consolidé	114	43	1 046
<i>Dont part attribuable aux:</i>			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	64	(17)	736
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	50	60	310
Résultats nets par action (euros)			
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe			
-résultat par action de base	0,22	(0,08)	2,77
-résultat par action dilué	0,22	(0,08)	2,77
Nombre moyen d'actions (milliers)	286 077	224 224	265 547

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat du résultat global consolidé

<i>(millions d'euros)</i>	3 mois		31 décembre
	2010	2009	2009
Résultat net de l'ensemble consolidé	114	43	1 046
Actifs financiers disponibles à la vente	(138)	39	381
Couverture des flux de trésorerie	3	(7)	32
Gains et pertes actuariels	(29)	(84)	(174)
Ecart de conversion	1 170	328	(77)
Impôts sur les autres éléments du résultat global	7	24	-
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôt	1 013	300	162
Résultat global de la période	1 127	343	1 208
<i>Dont part attribuable aux:</i>			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	962	258	937
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	165	85	271

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Actifs financiers disponibles à la vente

Le gain latent sur les titres Cimentos de Portugal (CIMPOR), d'un montant de 148 millions d'euros, a été transféré au compte de résultat consolidé dans le cadre de la cession de cet actif (cf. Notes 3 et 7).

Gains et pertes actuariels

L'évolution de la position nette du Groupe sur ses engagements de retraite conduit à reconnaître 29 millions d'euros de perte actuarielle sur les 3 premiers mois 2010 en capitaux propres (perte de 22 millions d'euros nette d'impôts).

Ecart de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 mars 2010 (taux de clôture) comprend 351 millions d'euros au titre de l'appréciation du dinar algérien et de la livre égyptienne par rapport à l'euro.

Etat de la situation financière consolidée

(millions d'euros)

	Au 31 Mars		Au 31 décembre
	2010	2009	2009
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	34 550	33 660	32 857
Goodwill	13 915	13 755	13 249
Immobilisations incorporelles	1 407	625	632
Immobilisations corporelles	17 573	17 185	16 699
Participations dans des entreprises associées	344	490	335
Autres actifs financiers	928	1 235	1 591
Instruments dérivés actifs	59	87	43
Impôts différés actifs	324	283	308
ACTIF COURANT	7 048	7 221	6 640
Stocks et travaux en cours	1 823	2 242	1 702
Clients	1 959	2 232	1 686
Autres débiteurs	1 064	1 225	1 008
Instruments dérivés actifs	49	166	24
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 153	1 356	2 220
TOTAL ACTIF	41 598	40 881	39 497
PASSIF			
Capital	1 146	781	1 146
Primes	9 624	8 437	9 620
Actions propres	(26)	(36)	(27)
Réserves et résultat consolidés	5 611	5 204	5 555
Autres réserves	(527)	(641)	(370)
Ecart de conversion	108	(602)	(947)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	15 936	13 143	14 977
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 985	1 747	1 823
CAPITAUX PROPRES	17 921	14 890	16 800
PASSIF NON COURANT	17 395	17 575	16 652
Impôts différés passifs	868	874	887
Provision avantages du personnel	1 157	1 057	1 069
Provisions	951	1 015	939
Passifs financiers	14 326	14 566	13 712
Instruments dérivés passifs	93	63	45
PASSIF COURANT	6 282	8 416	6 045
Provision avantages du personnel	117	66	109
Provisions	161	155	136
Fournisseurs	1 794	1 684	1 652
Autres créiteurs	1 553	1 724	1 630
Impôts à payer	233	127	193
Passifs financiers	2 272	4 555	2 265
Instruments dérivés passifs	152	105	60
TOTAL PASSIF	41 598	40 881	39 497

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	3 mois		31 décembre
	2010	2009	2009
<i>(millions d'euros)</i>			
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat de l'ensemble consolidé	114	43	1 046
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers :</i>			
Amortissements des immobilisations	280	286	1 123
Pertes de valeur des actifs	21	2	164
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(3)	(1)	18
(Plus)- et moins- valeur de cession	(20)	(6)	(103)
(Produits) charges financiers	83	251	926
Impôts	1	11	260
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	16	(18)	(57)
Variation du besoin en fond de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(285)	(311)	1 029
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	207	257	4 406
Intérêts reçus/payés	(133)	(291)	(827)
Impôts sur les bénéfices payés	(115)	(144)	(373)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(41)	(178)	3 206
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Investissements industriels	(365)	(409)	(1 645)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées [*]	(1)	(8)	(29)
Investissement dans les entreprises associées	-	(2)	(10)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(18)	(5)	(35)
Cessions d'actifs ^{**}	36	16	760
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(34)	(3)	(115)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(382)	(411)	(1 074)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations de capital	7	-	1 448
Part provenant des participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) dans les augmentations / (diminutions) de capital des filiales	-	-	86
(Acquisitions) cessions en numéraire d'autocontrôle	-	-	-
Dividendes versés	-	-	(393)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(20)	(8)	(143)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	538	436	4 495
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(244)	(134)	(6 829)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	(23)	40	(153)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	258	334	(1 489)

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

<i>(millions d'euros)</i>	3 mois		31 décembre
	2010	2009	2009
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	(165)	(255)	643
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	98	20	(14)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	2 220	1 591	1 591
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	2 153	1 356	2 220
* <i>Dont trésorerie des entreprises acquises</i>	-	-	3
** <i>Dont trésorerie des entreprises cédées</i>	2	-	54
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(285)	(311)	1 029
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(46)	(8)	433
(Augmentation) diminution des clients	(132)	123	562
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(30)	(41)	361
Augmentation (diminution) des fournisseurs	(10)	(248)	(236)
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	(67)	(137)	(91)

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

	Actions en circulation <i>(en nombre d'actions)</i>	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Capitaux propres
	<i>(en nombre d'actions)</i>		<i>(millions d'euros)</i>								
Solde 1er janvier 2009	195 236 534	436 793	781	8 462	(40)	5 225	(613)	(905)	12 910	1 725	14 635
<i>Résultat global de la période</i>						(17)	(28)	303	258	85	343
Dividendes versés									-	(33)	(33)
Augmentation de capital				(31)					(31)		(31)
Paiements fondés sur des actions				6					6		6
Actions propres		(50)			4	(4)			-		-
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)									-	(30)	(30)
Solde au 31 mars 2009	195 236 534	436 743	781	8 437	(36)	5 204	(641)	(602)	13 143	1 747	14 890
Solde 1er janvier 2010	286 453 316	380 148	1 146	9 620	(27)	5 555	(370)	(947)	14 977	1 823	16 800
<i>Résultat global de la période</i>						64	(157)	1 055	962	165	1 127
Dividendes versés										(19)	(19)
Augmentation de capital (exercice de stock-option)	463										
Paiements fondés sur des actions				4					4		4
Actions propres		(16 470)			1	(8)			(7)		(7)
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)										16	16
Solde au 31 mars 2010	286 453 779	363 678	1 146	9 624	(26)	5 611	(527)	108	15 936	1 985	17 921

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Notes annexes aux comptes consolidés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe organise ses activités en trois branches : Ciment, Granulats & Béton et Plâtre.

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et de ses filiales consolidées.

Les comptes intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 mai 2010.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 – Comptes intermédiaires

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 31 mars 2010 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du groupe Lafarge, pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 mars 2010 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2009, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 - Nouvelles normes et interprétations IFRS - infra.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt de la période hors éléments exceptionnels significatifs. L'estimation de ce taux effectif annuel intègre notamment l'effet attendu des opérations d'optimisation fiscale. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique des plus-values).
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année.

Par ailleurs, dans le cadre du contexte actuel de crise économique, le Groupe a procédé à une revue au 31 mars 2010 des indices de perte de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie. Cette revue n'a pas mis en évidence de situation de perte de valeur au 31 mars 2010.

2.2 – Nouvelles normes et interprétations IFRS

Application des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées à compter du 1^{er} janvier 2010

Les normes IFRS 3 – Regroupements d'entreprises et IAS 27 – Etats financiers consolidés et individuels, révisées ont été publiés par l'IASB le 10 janvier 2008 et sont d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2010 suite à l'adoption par l'Union Européenne le 3 juin 2009.

Les principes et méthodes comptables désormais en vigueur pour les opérations entrant dans le champ d'application de ces normes sont décrits ci-après.

Les normes IFRS 3 et IAS 27 révisées sont d'applications prospectives et sont donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010 ont été comptabilisés selon les principes décrits dans la Note 2.5 – Regroupements d'entreprises, goodwill et immobilisations incorporelles de l'annexe aux états financiers consolidés du Document de Référence 2009 (page F14).

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode :

- les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition
- la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises.

Les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période et sont présentés sur la ligne "Autres produits (charges) d'exploitation" du compte de résultat consolidé.

Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition même s'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation. Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au-delà d'une période d'un an à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur sera constaté en résultat si l'ajustement de prix est un passif financier.

A la date d'acquisition, le goodwill correspond à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat et,
- le solde net des montants des actifs identifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition.

Le goodwill est par la suite évalué au coût initial diminué le cas échéant du cumul des pertes de valeur enregistrées.

Acquisition complémentaire de titres après la prise de contrôle exclusif

Lors d'une acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée exclusivement, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe en maintenant inchangé la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris le goodwill.

Cession de titres sans perte de contrôle exclusif

Lors d'une opération de cession partielle de titres d'une entité contrôlée exclusivement, cette opération ne modifiant pas le contrôle exercé sur cette entité, l'écart entre la juste valeur du prix de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur cession est constaté en capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe en maintenant inchangé la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris le goodwill.

Cession de titres avec perte de contrôle exclusif

La perte de contrôle exclusif donne lieu à la constatation d'un résultat de cession calculé sur la totalité de la participation à la date de l'opération.

Toute participation résiduelle conservée est ainsi évaluée à sa juste valeur par le compte de résultat au moment de la perte de contrôle exclusif.

Autres normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2010

Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2010, listées dans les Note 2.1 – Principes comptables et Note 2.27 – Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux états financiers consolidés du Document de Référence 2009 (page F11 et F22) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 31 mars 2010.

Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2010.

2.3 – Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos principaux marchés d'Europe et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

Note 3. Principales opérations de la période

Le Groupe a cédé début février 2010 sa participation de 17,28% dans Cimentos de Portugal (Cimpor) à Votorantim, dont les modalités de paiement étaient dépendantes de l'issue de l'offre publique d'achat qui était en cours sur Cimpor. Suite à l'issue mi-février de cette offre publique d'achat, le Groupe recevra des opérations cimentières de Votorantim au Brésil, qui compléteront le dispositif industriel actuel de Lafarge dans ce pays.

Au 31 mars 2010, le droit à recevoir ces opérations, qui seront transférées de manière effective au début du second semestre 2010, est reflété dans l'état de la situation financière consolidée sur la ligne " Immobilisations incorporelles " pour un montant de 755 millions d'euros. Ce montant a été évalué en référence à la valeur des opérations cimentières qui seront reçues de Votorantim, ce qui valorise la participation Cimpor cédée à un prix de 6,5 euros par action, équivalent par ailleurs au prix auquel le constructeur portugais Teixeira Duarte a lui-même cédé mi-février 2010 sa participation de 22,17% dans Cimpor au conglomérat brésilien Camargo Correa.

Sur cette base, la plus-value réalisée par le Groupe dans le cadre de cette transaction s'élève, nette de frais, à 137 millions d'euros, et est inscrite sur la ligne " Produits financiers " au compte de résultat consolidé, les titres Cimpor étant des actifs financiers disponibles à la vente. Cette plus-value, qui est non taxable, pourrait être ajustée à la hausse des dividendes qui seraient payés par Cimpor au titre de son exercice 2009 dans la mesure où l'accord conclu avec Votorantim prévoit qu'ils soient versés à Lafarge.

Note 4. Information sectorielle, par secteur d'activité et zone géographique

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de trois secteurs opérationnels (les branches Ciment, Granulats et Béton, Plâtre) dénommés secteurs d'activité, gérés séparément, ayant chacun leurs propres besoins en capitaux et leur propre stratégie marketing. Chaque secteur exploite, fabrique et vend des produits spécifiques.

- La branche Ciment produit et vend une large gamme de ciments et de liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction.
- La branche Granulats et Béton produit et vend des granulats, du béton prêt à l'emploi, des produits dérivés du béton, et, pour l'activité de revêtement routier, d'autres produits et services.
- La branche Plâtre produit et vend principalement des doublages et habillages muraux pour les secteurs de la construction à usage commercial et d'habitation.

Le Groupe comprend également des activités résiduelles et des holdings regroupées dans le secteur "Autres".

La direction évalue la performance des secteurs sur la base:

- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructurations et autres, et de la quote-part dans le résultat des entreprises associées et,
- des capitaux investis (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement).

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables retenus pour la détermination des résultats des différents secteurs sont identiques à ceux présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2009.

Les ventes et transferts entre les secteurs sont réalisés au prix du marché.

Pour l'information par zone géographique, les ventes sont présentées par région ou pays de destination des produits.

(a) Information par secteur

31 Mars 2010 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	2 137	918	344	2	3 401
Moins : inter-branche	(120)	(1)	(4)	-	(125)
Produits des activités ordinaires	2 017	917	340	2	3 276
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	299	(72)	10	(1)	236
Plus- (moins-) values de cession	20	-	-	-	20
Autres produits (charges) d'exploitation	(21)	(4)	(36)	-	(61)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(7)</i>	<i>-</i>	<i>(14)</i>	<i>-</i>	<i>(21)</i>
Résultat d'exploitation	298	(76)	(26)	(1)	195
Charges financières					(257)
Produits financiers					174
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	2	-	1	-	3
Impôts					(1)
Résultat net de l'ensemble consolidé					114
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(186)	(63)	(21)	(10)	(280)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(15)	8	(33)	(10)	(50)
Investissements industriels	299	36	21	9	365
Capitaux investis	27 194	5 371	1 542	398	34 505
Bilan					
Actifs sectoriels	31 250	6 516	1 938	1 462	41 166
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>185</i>	<i>19</i>	<i>132</i>	<i>8</i>	<i>344</i>
Actifs non alloués ^(a)					432
Total actif					41 598
Passifs sectoriels	2 566	1 042	413	1 945	5 966
Passifs non alloués ^(b)					35 632
Total passif					41 598

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

31 Mars 2009 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	2 335	1 097	349	3	3 784
Moins : inter-branche	(149)	(1)	(5)	-	(155)
Produits des activités ordinaires	2 186	1 096	344	3	3 629
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	384	(64)	17	(2)	335
Plus- (moins-) values de cession	1	-	5	-	6
Autres produits (charges) d'exploitation	(28)	(3)	(1)	(5)	(37)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(1)</i>	<i>-</i>	<i>(1)</i>	<i>-</i>	<i>(2)</i>
Résultat d'exploitation	357	(67)	21	(7)	304
Charges financières					(326)
Produits financiers					75
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	1	-	-	-	1
Impôts					(11)
Résultat net de l'ensemble consolidé					43
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(189)	(65)	(20)	(12)	(286)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	2	15	5	(8)	14
Investissements industriels	319	72	14	4	409
Capitaux investis	26 168	5 652	1 545	854	34 219
Bilan					
Actifs sectoriels	29 570	6 933	1 899	1 943	40 345
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>334</i>	<i>21</i>	<i>119</i>	<i>16</i>	<i>490</i>
Actifs non alloués ^(a)					536
Total actif					40 881
Passifs sectoriels	2 443	1 163	383	1 839	5 828
Passifs non alloués ^(b)					35 053
Total passif					40 881

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

31 décembre 2009 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	10 105	5 067	1 355	9	16 536
Moins : inter-branche	(628)	(3)	(21)	-	(652)
Produits des activités ordinaires	9 477	5 064	1 334	9	15 884
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	2 343	193	38	(97)	2 477
Plus- (moins-) values de cession	62	40	5	(4)	103
Autres produits (charges) d'exploitation	(209)	(41)	(63)	(17)	(330)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(152)</i>	<i>(8)</i>	<i>(4)</i>	-	<i>(164)</i>
Résultat d'exploitation	2 196	192	(20)	(118)	2 250
Charges financières					(1 136)
Produits financiers					210
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(27)	2	5	2	(18)
Impôts					(260)
Résultat net de l'ensemble consolidé					1 046
Autres informations					
Dotations aux amortissements des immobilisations	(733)	(265)	(81)	(44)	(1 123)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(133)	13	21	(20)	(119)
Investissements industriels	1 278	225	102	40	1 645
Capitaux investis	24 924	5 102	1 437	373	31 836
Bilan					
Actifs sectoriels	28 647	6 279	1 829	2 367	39 122
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>182</i>	<i>17</i>	<i>128</i>	<i>8</i>	<i>335</i>
Actifs non alloués ^(a)					375
Total actif					39 497
Passifs sectoriels	2 451	1 044	382	1 851	5 728
Passifs non alloués ^(b)					33 769
Total passif					39 497

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

(b) Information par zone géographique

Pour les besoins de la présentation de l'information par secteur géographique, les produits sectoriels (produits des activités ordinaires) sont déterminés sur la base de la localisation géographique des clients. Les actifs non-courants sont affectés aux secteurs selon leur implantation géographique.

Les actifs non-courants regroupent les goodwill, les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les participations dans des entreprises associées. Ils incluent depuis le 31 décembre 2009 l'allocation définitive par région du prix d'acquisition d'Orascom Cement et son allocation provisoire avant cette date.

	31 Mars 2010		31 Mars 2009		31 décembre 2009	
	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants
<i>(millions d'euros)</i>						
Europe occidentale	976	6 915	1 107	7 695	4 657	6 964
<i>dont :</i>						
<i>France</i>	503	2 320	580	2 662	2 328	2 333
<i>Espagne</i>	67	1 028	96	1 189	390	1 030
<i>Royaume-Uni</i>	202	1 529	195	1 557	833	1 541
Amérique du Nord	450	6 204	533	6 173	3 028	5 799
<i>dont :</i>						
<i>Etats-Unis</i>	245	4 991	332	5 080	1 674	4 691
<i>Canada</i>	205	1 213	201	1 093	1 354	1 108
Moyen Orient et Afrique	939	12 653	1 048	11 809	4 018	11 927
<i>dont :</i>						
<i>Egypte</i>	200	2 935	185	2 792	704	2 779
<i>Algérie</i>	103	3 213	116	3 714	460	3 056
Europe centrale et de l'est	127	1 988	175	1 811	1 053	1 875
Amérique latine	174	1 504	207	1 038	791	710
Asie	610	3 975	559	3 529	2 337	3 640
Total	3 276	33 239	3 629	32 055	15 884	30 915

(c) Clients importants

Le Groupe n'a pas de dépendance à l'égard de clients externes.

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 31 mars 2010 et 2009, et pour le 31 décembre 2009 est présenté ci-dessous :

Numérateur (millions d'euros)

Résultat, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

Dénominateur (en milliers d'actions)

Nombre moyen d'actions

Effet dilutif des stock-options

Nombre moyen d'actions - dilué

Résultat par action (euros)

Résultat dilué par action (euros)

	3 mois		31 décembre
	2010	2009	2009
Résultat, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	64	(17)	736
Nombre moyen d'actions	286 077	224 224	265 547
Effet dilutif des stock-options	372	41	260
Nombre moyen d'actions - dilué	286 449	224 265	265 807
Résultat par action (euros)	0,22	(0,08)	2,77
Résultat dilué par action (euros)	0,22	(0,08)	2,77

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	31 Mars		31 décembre
(millions d'euros)	2010	2009	2009
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	14 248	14 450	13 634
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	78	116	78
Passifs financiers, part à plus d'un an	14 326	14 566	13 712
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	2 040	4 331	2 033
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	232	224	232
Passifs financiers, part à moins d'un an	2 272	4 555	2 265
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	16 288	18 781	15 667
Total options de vente octroyées aux minoritaires	310	340	310
Total passifs financiers	16 598	19 121	15 977

Analyse des passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires par maturité :

(millions d'euros)	31 Mars		31 décembre
	2010	2009	2009
A plus de cinq ans	6 026	4 612	5 959
A plus d'un an et moins de cinq ans	8 222	9 838	7 675
Part à plus d'un an	14 248	14 450	13 634
A plus de six mois et moins d'un an	530	4 331	2 033
A moins de six mois	1 510		
Total	16 288	18 781	15 667

Au 31 mars 2010, 1 317 millions d'euros de passifs financiers à moins d'un an ont été classés en passifs financiers à plus d'un an par adossement à des lignes de crédit confirmées, le Groupe ayant la capacité de les refinancer à moyen et long terme.

Ces passifs financiers à moins d'un an, que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme, sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers". La variation nette de ces passifs est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Augmentation des passifs financiers à plus d'un an" si elle est positive et en "Remboursement des passifs financiers à plus d'un an" si elle est négative. La variation nette de ces passifs est une augmentation de 381 millions d'euros au 31 mars 2010 (une augmentation de 251 millions d'euros au 31 mars 2009 et une diminution de 1 088 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Taux d'intérêt moyen instantané

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 31 mars 2010 à 5,2% (4,1 % au 31 mars 2009 et 5,3 % au 31 décembre 2009).

Programme de cession de créances (titrisation)

En janvier 2000, le Groupe a conclu en France pour les activités Ciments et Plâtres un programme pluriannuel de cession de créances commerciales, sans recours, sous forme de titrisation. Le programme a été reconduit en 2005 pour une période de 5 ans. Deux autres programmes de cession de créances commerciales ont été mis en place en septembre 2009, le premier en France pour une partie des activités Granulats et Bétons pour une durée de cinq ans et le second en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) pour une durée de trois ans. En mars 2010, un quatrième programme de cession de créances commerciales a été mis en place conjointement en Espagne et au Royaume-Uni, pour une partie des activités Ciments, Bétons et Granulats de ces deux pays, également pour une période de cinq ans.

Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises, nord américaines, britanniques et espagnoles ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les filiales ne conservent pas le contrôle sur les créances cédées et il n'existe aucun droit ou obligation de racheter les créances cédées. Dans ces contrats, l'acheteur des créances, pour assurer son risque, ne finance qu'une partie des créances qui lui sont cédées, comme usuellement pratiqué dans le cadre de transactions commerciales similaires. Ainsi, les risques et avantages ne pouvant être considérés comme intégralement transférés, les créances clients ne peuvent pas être déconsolidées et ces opérations sont traitées comme un financement sécurisé.

Le poste " Clients " comprend donc un encours de créances cédées pour un montant de 694 millions d'euros équivalents au 31 mars 2010 (235 millions d'euros au 31 mars 2009 et 745 millions d'euros au 31 décembre 2009).

La part à moins d'un an des passifs financiers comprend 369 millions d'euros équivalents au titre de ces programmes au 31 mars 2010 (204 millions d'euros au 31 mars 2009 et 407 millions d'euros au 31 décembre 2009) et la part à plus d'un an correspond à 195 millions d'euros équivalents au 31 mars 2010, correspondant au contrat de titrisation de notre filiale nord-américaine mis en place en 2009 (235 million d'euros équivalents au 31 décembre 2009).

Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 130 millions d'euros au 31 mars 2010 (31 millions d'euros au 31 mars 2009 et 103 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Options de vente octroyées aux minoritaires

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires tiers des options de vente de leur participation à un prix déterminé en fonction de la valeur de marché. Ces actionnaires sont soit des institutions internationales telles que la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, soit des investisseurs privés financiers ou industriels, voire les anciens actionnaires des entités considérées. Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces options serait exercé, la valeur d'achat, y compris passifs financiers et trésorerie acquis, s'élèverait à 345 millions d'euros en valeur 31 mars 2010 (383 millions d'euros au 31 mars 2009 et 345 millions d'euros au 31 décembre 2009).

En 2010 et 2011, une partie de ces options est exerçable pour un montant, en valeur 31 mars 2010, de 267 millions d'euros. Le solde, soit 78 millions d'euros, est exerçable à partir de 2012.

Les options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement sont considérées comme une dette du Groupe. Sur le total des options de vente octroyées par le Groupe, celles octroyées à des actionnaires tiers dans des sociétés contrôlées exclusivement représentent respectivement 310 millions d'euros au 31 mars 2010 et au 31 décembre 2009, les autres options étant octroyées à des actionnaires d'entreprises associées ou de coentreprises.

Le traitement retenu a pour effet de constater cette dette en contrepartie d'une réduction des intérêts minoritaires et de la constatation d'un goodwill pour tout écart entre la valeur des minoritaires et la valeur de la dette (respectivement 179 millions d'euros au 31 mars 2010 et 163 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Note 7. Capitaux propres

(a) Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action payé par le Groupe au titre de l'exercice 2008 ainsi que le montant par action au titre de l'exercice 2009 proposé par le Conseil d'administration pour approbation en Assemblée générale ordinaire le 6 mai 2010.

(en euros, sauf indication contraire)	2009 *	2008
Dividende total (en millions d'euros)	575**	393
Dividende par action	2,00	2,00
Dividende majoré par action	2,20	2,20

* Dividende proposé. Dans la mesure où ce dividende est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale, il n'a pas été considéré comme une dette dans les états financiers au 31 mars 2010.

** Estimé sur base d'un nombre d'actions donnant droit à dividende de 286 073 168 actions.

(b) Autres réserves et écarts de conversion

L'analyse du mouvement de la période des autres réserves et écarts de conversion est présentée dans le tableau ci-dessous :

	Au 31 décembre 2009	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 31 mars 2010
Actifs financiers disponibles à la vente	160	10	(148)	22
<i>Valeur brute</i>	169	10	(148)	31
<i>Impôt différé</i>	(9)	-	-	(9)
Couverture des flux de trésorerie	(42)	-	3	(39)
<i>Valeur brute</i>	(55)	-	3	(52)
<i>Impôt différé</i>	13	-	-	13
Gains et pertes actuariels	(488)	(22)	-	(510)
<i>Valeur brute</i>	(661)	(29)	-	(690)
<i>Impôt différé</i>	173	7	-	180
Total Autres réserves	(370)	(12)	(145)	(527)
Total Ecarts de conversion	(947)	1 055	-	108
Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	(1 317)	1 043	(145)	(419)

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être raisonnablement estimé. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Europe – Plâtre : Le 8 juillet 2008, le tribunal de première instance à Luxembourg a confirmé la décision de la Commission européenne imposant à Lafarge une amende de 249,6 millions d'euros pour avoir participé avec ses concurrents, entre 1992 et 1998, à des répartitions de marché ainsi qu'à des concertations sur les prix de la plaque de plâtre, essentiellement au Royaume-Uni et en Allemagne. Lafarge a déposé un pourvoi devant la Cour de Justice des Communautés européennes. L'audience s'est tenue le 22 octobre 2009 et la décision sur ce pourvoi devrait intervenir sur le deuxième ou troisième trimestre 2010.

Allemagne – Ciment : A la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le Bundeskartellamt) ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de prétendues pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Estimant que le montant de l'amende était disproportionné au regard des faits, Lafarge Zement avait formé un recours contre cette décision auprès du tribunal supérieur (le Oberlandesgericht) de Düsseldorf. Par ailleurs, le 15 août 2007, Lafarge Zement s'était partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt. En conséquence, Lafarge Zement avait payé un montant de 16 millions d'euros le 2 novembre 2007 et réduit la provision d'un montant équivalent.

La décision du tribunal concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement a maintenu son appel a finalement été rendue le 26 juin 2009, exonérant partiellement Lafarge Zement et réduisant très significativement l'amende restant due à 24 millions d'euros. Lafarge Zement a formé un pourvoi devant la cour suprême évoquant des moyens de droit. La décision de la Cour suprême devrait intervenir sur l'exercice 2010.

La recevabilité au fond d'actions de groupe introduites par des tiers en vue d'obtenir des dommages-intérêts peut dépendre de l'issue des procédures ci-dessus. Cette action initiée par ces tiers n'a pas connues d'évolutions suite à la décision de la Cour d'Appel de Düsseldorf.

En conséquence, la provision globale au titre des deux litiges au niveau européen et allemands décrits ci-dessus s'élève à 274 millions d'euros au 31 mars 2010 et au 31 décembre 2009. Des provisions

supplémentaires ont été comptabilisées dans les comptes clos de chaque année depuis 2003 au titre des intérêts courus sur une partie de ces sommes, pour un montant total de 86 millions d'euros au 31 mars 2010.

Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné trois enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

- En Novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections chez plusieurs cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. L'enquête de la Commission est en cours. La date de sa clôture n'est pas connue. Aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade d'avancement.
- En Grèce, des enquêtes ont été ouvertes par les autorités de la concurrence à l'encontre de l'industrie cimentière en 2007. Le niveau de risque ne peut être apprécié à ce stade d'avancement.
- En Afrique du Sud, une enquête a été ouverte par les autorités de la concurrence à l'encontre de l'industrie cimentière en 2009. Le niveau de risque ne peut être apprécié à ce stade d'avancement.

États-Unis – Ouragan Katrina : fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par Lafarge North America Inc. qui aurait provoqué la rupture de la digue du "Inner Arbor Navigational Canal" à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le Gouvernement des États-Unis. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action). À ce stade, seules des actions individuelles peuvent intervenir et le premier procès impliquant un petit groupe de plaignants devrait intervenir à compter de juin 2010.

De plus, en relation avec ce litige, l'une des compagnies d'assurance de Lafarge North America Inc., l' "American Steamship Owners Mutual P&I Association", a saisi le Tribunal fédéral de l'état de New York (United States District Court for the Southern District of New York) afin d'obtenir un jugement sur le fait que ces demandes ne sont pas couvertes par leur police d'assurance. Lafarge North America Inc. a fait appel d'une décision disposant que ce sinistre n'entraîne pas dans le champ d'application de leur police d'assurance. Enfin, deux autres actions ont été introduites par d'autres assureurs de Lafarge North America Inc. (les "Autres Assureurs") auprès du même tribunal afin d'obtenir un jugement sur le fait qu'ils ne sont pas tenus d'indemniser notre filiale pour ces demandes et coûts liés. Le jugement rendu par le tribunal sur ces actions était largement en faveur de notre filiale. Ces trois actions des assureurs ont alors été regroupées devant la "United States Court of Appeals for the Second Circuit" qui le 15 mars 2010 a confirmé la décision en faveur de l' "American Steamship Owners Mutual P&I Association" et a également jugé que si les polices des Autres Assureurs devaient trouver à s'appliquer, ces Autres Assureurs n'avaient pas à rembourser Lafarge North America Inc de ses frais juridiques et de procédures engagés avant l'arrêt de la Cour (dans le cas où notre filiale serait jugée responsable lors d'un jugement final, la limite de couverture des polices des Autres Assureurs est de l'ordre de 50 millions de dollars américains). Lafarge North America Inc a formé un recours afin que la Cour reconsidère ses positions.

Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à ces actions. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur sa situation financière.

Inde / Bangladesh : Le Groupe détient, conjointement avec Cementos Molins, 59 % de la société Lafarge Surma Cement qui opère une cimenterie au Bangladesh. Cette cimenterie est approvisionnée par du calcaire extrait d'une carrière appartenant à sa filiale indienne et située dans la région du Meghalaya en Inde. Ces activités au Bangladesh sont consolidées par intégration proportionnelle. Elles contribuaient au 31 décembre 2009 à l'actif total du Groupe et à son résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, pour respectivement 91 et 12 millions d'euros. Lors d'une audience le 5 février 2010, la Cour suprême indienne a décidé de suspendre les opérations d'extraction de la carrière au motif que la zone dans laquelle elle se situe est aujourd'hui considérée comme zone forestière, ceci rendant nécessaire l'obtention d'un nouveau permis d'extraction. La procédure visant à l'obtention de ce nouveau permis continue devant la Cour suprême indienne.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas

d'autres procédures gouvernementales, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la note 30 des comptes consolidés du Document de Référence 2009.

Note 10. Evénements postérieurs à la clôture

Lafarge a annoncé le 7 avril 2010 le placement, dans le cadre de son programme EMTN, d'une émission obligataire de 500 millions d'euros d'une durée de huit ans, portant un coupon de 5%. Le produit de cette opération refinancera une tombée obligataire de même montant en juillet 2010.